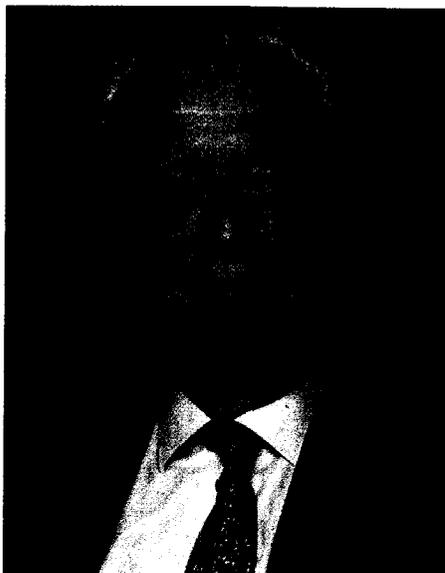


Monde&Vie : Les Français sont-ils vraiment maîtres de leurs biens et de leurs capitaux ?

Charles Gave : Absolument pas. Pour être maître de ses biens et de ses capitaux, il faut pouvoir en disposer librement et donc que l'État ne les confisque pas grâce à la taxation, qui au-dessus d'un certain pourcentage devient du vol pur et simple.

Le gouvernement se sert de deux outils pour diriger les capitaux vers ce qui lui semble être utile et ces deux instruments sont la taxation et la réglementation. La France est de tous les grands pays celui qui taxe le plus le capital. En 15 ans, compte tenu des impôts, votre capital passera à l'État, qui bien entendu le distribuera non pas à ceux qui travaillent mais à ceux qui votent pour les voleurs.

Prenons l'assurance vie. Elle dispose de deux avantages exorbitants. Une absence de taxation (manipulation de l'impôt) à condition (réglementation) que vous achetiez des obligations de l'État Français sur lesquelles il n'y a aucune



Trois questions à Charles Gave...

en enfer. Ceux qui ne respectent pas les termes du contrat (les mauvais serveurs et le maître de la vigne, c'est-à-dire les syndicalistes de la CGT aujourd'hui) vont aussi en enfer, non sans avoir auparavant tué le fils du Maître. Ceux qui sont responsables de la mort du Christ, ce sont les partisans de la non prise de risque et du non-respect des contrats.

La base même du libéralisme est d'être fondé sur la prise de risque et le contrat ; les Lumières du XVIII^e siècle ne sont que l'expression dans la Loi humaine de ce qu'a dit le Christ. Le libéralisme n'est pas une doctrine économique mais une philosophie du DROIT. Le but du libéralisme est d'empêcher les gros de mettre les petits en esclavage, les petits de massacrer les gros et l'État d'emmerder tout le monde en se présentant comme au-dessus des Lois. C'est vous dire si nous ne sommes pas dans un régime libéral puisqu'en France il y a une Loi pour les puissants et une autre Loi pour les petites gens. Ce qui est infâme. Un État au-dessus des lois cela s'appelle le fascisme, le socialisme, le communisme

en défense du libéralisme

réserve obligatoire à mettre de la part de la compagnie d'assurances qui porte le contrat.

En termes simples, on vous dit d'épargner parce que les caisses de retraite vont être en faillite dans 10 ans et on vous force à épargner dans des obligations d'État qui est lui-même en quasi faillite. C'est vraiment prendre les gens pour des imbéciles.

Aujourd'hui, qui est le véritable ennemi des entrepreneurs et des contribuables ? Est-ce l'État taxeur et sa bureaucratie, ou bien les nouveaux Léviathans privés que sont les grandes puissances économiques (banques, multinationales) ?

Depuis les années Giscard, la part de l'État dans le PIB français est passée de 37 % à 57 %. Depuis la même époque la part de l'État en Suisse est restée à 33 %. Pas de chômage en Suisse, pas de déficit budgétaire, et un excédent extérieur monstrueux.

La part de l'État dans l'économie est de 10 points de PIB supérieure en France à ce qu'elle est en Allemagne. Il y a pour 10 000 habitants 50 % de fonctionnaires en plus en France qu'en Allemagne. Ces fonctionnaires doivent être payés par le secteur privé. Du coup les entreprises françaises ne sont pas compétitives et crè-

vent. Cela n'a rien à voir avec les Léviathans dont vous parlez et qui ne sont qu'une pauvre excuse pour les lecteurs du *Monde diplomatique* ou du *Nouvel Observateur*. Les entreprises anglaises, suédoises, allemandes, danoises, autrichiennes vont très bien et n'ont que faire de vos Léviathans (qui sont d'ailleurs tous en train de crever), mais elles n'ont pas un État obèse et incompetent à financer.

Dans *Un libéral nommé Jésus*, vous affirmiez que la seule forme de pensée économique conforme aux Évangiles, c'est le libéralisme. Pourtant, Adam Smith a pu déclarer que le marchand n'a d'autre patrie que l'endroit où il peut réaliser son plus gros bénéfice. La liberté économique érigée en dogme n'aboutirait-elle pas au règne de l'argent-roi, sans bornes morales ni frontières ?

Il y a deux messages dans les Évangiles qui ressortent très clairement des paroles du Christ ; de ces deux messages vient toute notre civilisation.

Le premier est que tous ceux qui ne prennent pas de risques et qui ne respectent pas les contrats vont en enfer. Dans les Évangiles, le rentier (le fonctionnaire aujourd'hui) va toujours

ou le capitalisme de connivence. En France nous avons un savant mélange entre socialisme, communisme et capitalisme de connivence. Craignons que cela ne finisse en fascisme. Pour un libéral donc, la loi est antérieure et supérieure à l'État.

Le deuxième, c'est que Dieu ne sait compter que jusqu'à un. Dieu veut avoir une relation personnelle et individuelle avec chacun d'entre nous. Le libéralisme, c'est la prééminence de la responsabilité individuelle qui apparaît pour la première fois dans les Évangiles, ce qui nous affranchit de la tribu. Nous sommes seuls responsables de notre salut. Il n'y a pas de morale collective, de justice sociale, de charité collective. Il n'y a qu'une morale individuelle qui est les dix commandements plus « aimez-vous les uns les autres ».

À la fin des temps, il ne dira pas « les riches à gauche, en enfer, les pauvres à droite, au Paradis ». Il dira : vous qui m'avez nourri et vêtu venez, avec moi.

Et qui d'autres que les entrepreneurs s'attachent à nourrir et à vêtir les autres ? Les socialistes ? Les communistes ? Les bouddhistes ? Non. Les entrepreneurs chrétiens. Et certainement pas les hommes politiques ou les syndicalistes. ■

Propos recueillis par Thibault Bertrand